



IPI's African Leaders Series Presents:

"Preventive Action and Multilateralism in Africa"

with

H.E. Mr. Ali Bongo Ondimba
President of Gabon

Welcoming remarks

Terje Rød-Larsen
President of IPI

Moderator

Warren Hoge
IPI Vice President for External Relations

March 9, 2010

Transcript edited by IPI

TERJE RØD-LARSEN: Excellency, Ladies and Gentlemen, dear friends and dear colleagues, good afternoon, everybody. It is a great pleasure, indeed, to welcome to the International Peace Institute and to the Trygve Lie Center the President of Gabon, Mr. Ali Bongo Ondimba, and of course, also, most welcome to all the members of his delegation. Thank you, Mr. President, for being with us today for participating in our African Leaders Series. IPI started the African Leaders Series three years ago. Our goal is to offer a platform for African statesmen and women to engage with the UN community on key peace and security challenges. That is why, Mr. President, we are extremely pleased that you have accepted our invitation to speak about Gabon's role in the Security Council during its Council presidency in the month of March. We are all looking forward to you sharing with us your vision of... your vision as the new President of Gabon. Our specific topic today, "Preventing Conflicts, the Need for a Global Strategy of the Security Council," is of particular importance. We are looking forward to hearing your views on how to develop such a strategy. By way of introduction, let me just say

a few words to mention Gabon's contribution in addressing crisis in the broader West-African region. As the headquarters of the Economic Community of Central African States, ECCAS, Gabon plays an important role in facilitating diplomatic initiatives and in developing African peacekeeping capacities and capabilities in the region. Indeed Gabon has demonstrated its commitment to these challenges by hosting ECCAS peacekeeping training exercises and Gabon is also contributing to international peacekeeping, including to the UN missions in the Central African Republic and in Chad. Mr. President, we commend these efforts and we look forward to hearing your views on the prevention of conflicts based on these experiences. Before I give you the floor, let me remind you, Mr. President... let me remind *you*, that the President will give his address in French. We have arranged for dual translation service and you will find headsets available on your chairs, or I can see that they are already in your laps. Following the President's remarks, my colleague, Warren Hoge, who is the Vice President for External Relations, will moderate the questions and answers session. So it is now my great pleasure to give the floor to President Bongo for his remarks. Mr. President, the floor is yours.

ALI BONGO ONDIMBA: Monsieur le Président de l'Institut International de la Paix, Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs, Distingués invités,

Je voudrais tout d'abord vous remercier de l'occasion qui m'est offerte de m'adresser à vous en cette circonstance particulière, marquée par les débuts de la présidence gabonaise du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Comme vous le savez, le Gabon a ce mois-ci, l'honneur et le privilège de présider les travaux de notre Conseil. Cette présidence tout comme notre troisième mandat, sont pour nous d'agréables opportunités pour réitérer notre ferme engagement en faveur de l'idéal de paix des Nations Unies. L'agenda de la présidence gabonaise, qui a pris en compte un certain nombre de préoccupations fondamentales du Conseil de Sécurité, aura pour point d'orgue le débat public sur *l'Impact du trafic illicite des armes sur la paix et la sécurité en Afrique Centrale*.

Mesdames et Messieurs, Distingués invités,

L'importance de toutes ces questions n'est plus à souligner. Mais, en m'adressant à vous aujourd'hui, je voudrais plutôt m'intéresser à *la prévention des conflits*, question non moins importante, et sur laquelle depuis plus d'une décennie, le Conseil de Sécurité s'efforce de bâtir une stratégie globale.

Le concept de *la prévention des conflits* connaît un regain d'actualité. En effet, les multiples sollicitations dont

l'Organisation des Nations Unies (ONU) fait aujourd'hui l'objet, mettent en évidence les limites de ses capacités à accomplir des missions de paix toujours plus complexes, et toujours plus coûteuses.

Ces limites ont été évoquées lors du débat organisé par le Conseil de Sécurité le 12 février 2010 sur *les stratégies de transition et de sortie*. Au cours de ce débat, de pertinentes observations ont été faites sur le coût élevé des Opérations de Maintien de la Paix, l'inadaptabilité de leurs mandats dont il faudra revoir la configuration, ainsi que sur les missions qui perdurent sans pour autant donner des résultats probants.

Parmi tant d'autres cas, la RCA offre l'exemple le plus emblématique de l'obsolescence des opérations de maintien de la paix. En effet, depuis plus de dix ans, ce pays a accueilli la MISSAB, la MINURCA, la FOMUC, et aujourd'hui la MICOPAX et la MINURCAT, sans que les mandats de ses missions aient toutefois permis d'atteindre les résultats escomptés par la communauté internationale.

Mesdames et Messieurs, Distingués invités,

Les difficultés et les insuffisances enregistrées dans le maintien de la paix ont mis au goût du jour cette vieille leçon de sagesse selon laquelle « *il vaut mieux prévenir que guérir* ». Une telle prise de conscience nous impose d'agir en amont pour éviter les douloureux efforts de résolution des conflits, ainsi que l'impuissance et l'incohérence du déni d'intervention. Agir en amont, c'est prévenir.

De nos jours, les efforts de résolution de conflits deviennent trop coûteux. Ils induisent des coûts de consolidation et de reconstruction de la paix, que la prévention permettrait d'éviter. Il nous faut donc bâtir *une stratégie globale de prévention des conflits*.

Les Secrétaires Généraux des quarante dernières années ont acquis la conviction que *la prévention des conflits* doit être la pierre angulaire du système de sécurité collective des Nations Unies au XXIème siècle¹. Kofi A. Annan soulignait en ce sens, je cite : « *l'Organisation des Nations Unies n'a pas d'objectif plus élevé, d'engagement plus profond, ni d'ambition plus grande que la prévention des conflits armés* »², fin de citation.

Le Conseil de Sécurité se trouve lui aussi engagé dans cette voie. En effet, Il est précisé dans son rapport de l'année 2001

¹ **Kofi A. Annan** : *Prévention des conflits armés*, Nations Unies, p.11

² **Kofi A. ANNAN** : *Eviter la guerre, prévenir les catastrophes : le monde mis au défi. Rapport annuel sur l'activité de l'Organisation*, Nations Unies, p.13.

relatif à la prévention des conflits armés que « *la prévention doit être initiée au premier stade possible d'un cycle de conflit afin d'être plus effective* ».

De même, cette orientation vers *la prévention* a été confirmée il y a quelques années au plus haut niveau de notre Organisation, précisément lors du Sommet mondial de 2005, à l'occasion duquel les Chefs d'Etat et de Gouvernement avaient admis l'importance de prévenir les conflits.

Mesdames et Messieurs, Distingués invités,

Au moment où l'ONU s'emploie à repenser une véritable *culture de prévention*, mon ambition est de proposer une contribution à la stratégie de *prévention des conflits* dont elle veut se doter. Le temps est venu pour nous de passer de la théorie à l'action.

La question ici est de déterminer le moment adéquat pour le Conseil de Sécurité de se saisir des situations potentiellement conflictuelles afin d'éviter l'attentisme qui l'a trop souvent amené à n'intervenir que trop tardivement pour une solution préventive.

La mise en place d'un mécanisme performant d'alerte précoce pourrait permettre de relever ce défi. Comme vous le savez, l'alerte précoce est « *la première composante de la prévention des conflits* »³. Elle traduit l'ambition des Nations Unies de passer d'une stratégie de réaction à une stratégie de prévention.

Au stade actuel, le système d'alerte précoce des Nations Unies s'articule sur trois bureaux d'exécution distincts. Il s'agit du cadre Interdépartemental pour la Coordination de l'Alerte Précoce et l'Action Préventive, puis du Comité Exécutif sur la Paix et la Sécurité, et enfin du Comité Politique du Secrétaire Général.

Ce système à mon sens, est trop disséminé entre le Département des Affaires Politiques, le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires et le Programme des Nations Unies pour le Développement. Il en résulte inévitablement une trop forte dispersion des responsabilités qui, en définitive, réduit son efficacité.

Le Conseil de Sécurité doit se doter d'un système de réseau de surveillance exemplaire et plus performant. C'est pourquoi, Il

³ R.ALIBONI, L.GUAZZONE, D.PIOPPI: "*Early Warning and Conflict Prevention in the Euro-Med Area. A research Report*", in Rapport de l'Institut des Affaires Internationales de 2001.

nous faut créer un seul organe responsable de la veille et de l'alerte. Celui-ci s'appuierait sur les bureaux régionaux des Nations Unies, dont le réseau couvrira les principales sous-régions propices aux conflits.

A cet égard, le Rapport Brahimi avait déjà suggéré l'institutionnalisation d'un organe unique d'alerte et de veille pour les Nations Unies en proposant la création d'un « *Secrétariat à l'information et à l'analyse stratégique (SIAS)* »⁴. Cette idée novatrice pourrait servir de base à notre réflexion.

Nous soulignons toutefois que la performance de cet important organe dépendra de sa compatibilité avec la souveraineté des Etats, mais aussi de la coopération avec les systèmes nationaux, sous-régionaux et régionaux. Il s'agit entre autres, du Mécanisme d'Alerte Rapide de l'Afrique Centrale, dont le Gabon abrite le siège, du Réseau d'Alerte Précoce de l'Afrique de l'Ouest, l'ECOWARN, et de celui de l'Afrique de l'Est, le CEWARM.

Par ailleurs, je voudrais relever que la prévention des conflits requiert une coopération plus accrue des pays disposant de satellites et de moyens de communication sophistiqués susceptibles de fournir en temps réel, des informations fiables permettant de mieux surveiller – et cette liste n'est pas exhaustive – tous mouvements de rebelles, le trafic illicite des armes, des drogues et autres substances nocives, ainsi que le mercenariat.

Mesdames et Messieurs, Distingués invités,

La capacité de l'alerte précoce à prévenir les conflits est indéniable. Mais son action peut aussi se révéler inopérante. Dans l'une ou l'autre hypothèse, le rôle que joue le Secrétaire Général à travers ses bons offices et ses efforts de médiation, demeure crucial dans sa prérogative d'alerter le Conseil.

Aussi le Conseil de Sécurité devrait-il, du fait de son poids politique et de sa capacité décisionnelle, assurer le premier rôle dans la prévention des conflits. En effet comme nous le savons, le Conseil peut mener des missions politiques de prévention et, en dernier ressort, décider d'une intervention des Nations Unies.

Néanmoins pour que le Conseil joue pleinement un tel rôle, le Secrétaire Général ou l'organe d'alerte, devra lui fournir régulièrement des Rapports d'Alerte Précoce sur des situations

⁴ In *Mécanisme des Systèmes d'Alerte: Contribution à une Comparaison Internationale. Etude réalisée pour l'Organisation Internationale de la Francophonie*. Réunion de Paris, 5-7 avril 2004, pp.22-23.

potentiellement conflictuelles. Par ailleurs, en intégrant une forte dimension *prévention des conflits* dans ses activités, le Conseil pourrait tenir des réunions spécifiques pour examiner les cas de prévention de façon plus soutenue et structurée.

La systématisation des *opérations préventives* pourrait aussi se révéler efficace dans le renforcement des capacités préventives du Conseil de Sécurité. J'en veux pour preuve les succès obtenus par la Force de déploiement préventif des Nations unies en ex-République yougoslave de Macédoine entre 1995 et 1999, et ceux de la Mission des Nations Unies en République Centrafricaine (MINURCA) entre 1998 et 2000, à laquelle le Gabon avait pris part.

Mesdames et Messieurs, Distingués invités,

Permettez-moi de souligner ici que la seule contribution du Conseil de Sécurité ne suffit pas pour prévenir durablement les conflits. En effet, les Gouvernements ont eux aussi, un rôle tout aussi important à assumer. Dans ce sens, il leur est indispensable d'asseoir des politiques de bonne gouvernance et d'unité nationale.

Au plan politique, l'absence de démocratie est de nature à provoquer des tensions multiformes qui débouchent dans la plupart des cas sur des crises pouvant mener à des guerres civiles. C'est pourquoi il nous faut résolument consolider les institutions et garantir l'Etat de droit afin de permettre l'expression plurielle des citoyens.

Au plan économique et social, tout le monde s'accorde à dire qu'il ne saurait y avoir de paix sans développement. Il nous faut donc tout mettre en œuvre pour assurer le développement de nos pays et asseoir des politiques de partage équitable des ressources. Dans cette tâche, le concours de la société civile, particulièrement les organisations des femmes, peut se révéler déterminant.

La sécurité étant un des piliers majeurs de stabilité, il importe de mener dans ce secteur d'importantes et significatives réformes visant à mettre sur pied des armées fortes, bien formées, opérationnelles et surtout républicaines.

Mesdames et Messieurs, Distingués invités,

De nos jours, le monde se trouve sous la menace d'une nouvelle source de conflit face à laquelle *l'approche préventive* apparaît comme l'unique solution viable: les changements climatiques.

Les changements climatiques ont un impact non seulement sur l'environnement, la santé des hommes et l'économie, mais aussi sur la stabilité et la sécurité des Etats. Leurs effets deviennent plus manifestes lorsqu'ils surviennent dans des pays en développement ainsi que dans des régions fortement marquées par des problèmes d'ordre ethnique, culturel, économique ou politique.

Avec les risques étroitement liés à la spirale des conflits et des exodes massifs qui en découlent, les changements climatiques contribuent à l'augmentation de la pauvreté ainsi qu'à l'instabilité.

Il nous faut rapidement y faire face. A cet égard, j'exhorte les gouvernements à adopter des stratégies à long terme permettant d'endiguer durablement le fléau du réchauffement de notre planète.

Les gouvernements doivent s'y engager avec fermeté et détermination, tant sous la forme de l'adaptation que sous celle de l'atténuation. En effet, attendre encore plus longtemps sans agir, risquerait de maximiser le coût des efforts. Et d'ailleurs une telle posture pourrait rendre irréversible le réchauffement de notre planète.

Le Gabon pour sa part, s'est résolument inscrit dans cette voie. Je saisis cette occasion pour renouveler notre ferme soutien à toutes les initiatives qui visent à construire un large consensus sur un nouvel accord international pour la lutte contre les changements climatiques, ainsi que notre disponibilité à coopérer avec tous les partenaires.

Mesdames et Messieurs, Distingués invités,

Dans notre quête de paix et de développement, il apparaît désormais impérieux de donner au Conseil de Sécurité *des moyens de prévention* conséquents. Ce n'est qu'ainsi qu'il pourra lutter efficacement contre toutes sortes de menaces à la paix et la sécurité internationales. Bien structurée et bien menée, *la prévention* assure la paix et la sécurité à long terme et garantit ainsi le cheminement de nos Etats vers le développement et la stabilité.

Je vous remercie.

WARREN HOGGE:

Mr. President, thank you very much for those words. We are particularly pleased that you chose IPI as the place to address an audience, here, in the United Nations community. If I may say, I was particularly pleased that you spoke at one point in

terms of the last 40 years, because this is our 40th birthday here, at IPI, and IPI, the International Peace Institute, began as the International Peace Academy, and its first mission was to train peacekeepers. So, your emphasis on peacekeeping, your emphasis on early warning and prevention, are words that are very dear to the research mission, here, at IPI. We also hear those words increasingly from the African continent, and that also pleases us. We have a close association, at IPI, with the African Union, and I think it is fair to say that the African community, here, in the United Nations community, views IPI as a place where they are particularly welcome, and their concerns are our concerns. Finally, you mentioned at the end of your speech, that a preventive approach is the only viable solution to climate change. Yesterday in this room, we held a large roundtable meeting of ambassadors and experts from the various missions in the UN community on the subject of climate change, and specifically, on how to carry forward the actions in Copenhagen in December to Cancun, which is the next meeting, to be held in Mexico next December. So your words, I am sure, were well received by this audience. They were certainly well received by those of us at IPI who were very pleased you are here. I would like to throw the floor open to questions for the President. The President has told us he has to leave at 2 o'clock so that gives us 30 minutes or so, and if you would raise your hand and, please wait for the microphone to get to you, because we are both filming and recording this, and what you asks will not be picked up on the recording unless you ask it with the microphone in your hand, so... I know this woman here, she asks good questions so why don't you go first, and would you please identify yourself when you ask the question.

JACQUELINE SPANN: Thank you very much, Mr. President, for giving me the honor to listen to you. My name is Jacqueline Spann, I am the President of Education and Literacy Fund for Africa, and I welcome your comments. They are very important. What you... how you think, and what you are adding to the UN agenda. My question is this: How do you deal with the personal agendas of various countries in time of conflict? Personal meaning financial, personal meaning taking land and minerals and various things out of other countries? Personal agendas may be unknown and unforeseen, so how do you deal with that and address those issues, included in what you have expressed?

BONGO: Thank you. I would simply say that, when it comes to Africa, we have one common goal, which is stability, because we are, all of us, developing countries, and in order to develop our countries, we need peace and stability. So, on our agenda, all of us, all members of the African Union, you will find peace. It is very difficult to pursue one's own agenda if you do not take into consideration, you know, the stability of the continent. We, in

Gabon, for instance, Gabon could, as you mentioned, decide, well, I have my own agenda. We have enjoyed peace, long stability, so we could be very selfish and say, well, we don't care. We are going to do that. But, you know, in our sub-region, Central Africa, right at our doors, there are problems, civil wars, crisis... So one has to consider that: what happens, in my neighbor's, you know, [INDISCERNIBLE] house, would affect me? Because, in terms of trade, in terms also of the problem of mass exodus of populations coming and seeking refuge, and also because we all are connected. So what happens in one country will, of course, affect the other, and for many years, we have tried, you know, to say, well, we don't care, we have our own agenda. And, it did not work. In my sub-region, Central Africa, it is fair to say that it is probably one of wealthiest, in terms of resources, of the continent, and still, things are not working. Why? Because some of our neighbors are involved in many crisis. And that is why Gabon has always tried to mediate, to help, and now we have Gabonese soldiers in the Central African Republic, but we were also involved in the Congo where we were involved in monitoring. We also did the same in Burundi, and in Chad. So, we all have to do that, otherwise, we will find ourselves, twenty years from now, with the same problems. So, it was very important for us, you know, to... at African Union meetings, to recognize that peace, stability... two words, very important for the continent, and we have to all work together, achieving, you know, that goal.

**[UNIDENTIFIED
MALE SPEAKER]:**

Merci. Tout à l'heure, Mr. Larsen vous a accueilli, Monsieur Président de la République, en vous souhaitant la bienvenue, ici, au sein de l'IPI. Permettez-moi d'être un peu égoïste et de vous exprimer notre fierté d'Africains de vous recevoir ici et de vous entendre nous entretenir sur vos préoccupations et sur les ambitions du Gabon vis-à-vis des Nations Unies. Vous avez, à juste titre, insisté sur la dimension préventive et ça, c'est un concept qui date de quelques décennies. La prévention est indispensable, la prévention est incontournable et la prévention est nécessaire, mais la prévention ne peut pas être efficace si elle n'est pas supportée par un mécanisme de médiation. Et au sein des Nations Unies, la structure de médiation est encore embryonnaire. Donc, la prévention ne peut pas se passer d'une médiation et cette médiation doit être décentralisée, décentralisée au niveau des continents mais décentralisée au niveau des sous-régions. Le Gabon, du vivant de votre regretté père, Al Haj Omar Bongo, a joué un rôle extrêmement important et modérateur en Afrique, d'une manière générale et pas seulement dans votre région. Et la demande, je pense, de tout le monde, c'est que... de voir le Gabon, sous votre autorité, continuer ce rôle modérateur, ce rôle stabilisateur, et je souhaiterais connaître les intentions de Monsieur le Président de la République à ce sujet.

BONGO:

Bien. Merci pour votre intervention. Il est clair que comme je l'ai indiqué plus tôt, le sort des différents pays africains nous importe. Aussi, il est absolument vital pour nous de voir tous nos pays connaître une paix durable. Le Président Omar Bongo Ondimba, Dieu ait son âme, était, effectivement, très impliqué dans un certain nombre de médiations. Et, je suis d'accord avec vous, à savoir que prévention donc rimait avec médiation, mais dans la plupart des cas, nous avons observé que lorsque nous pouvions... lorsque le Président Omar Bongo pouvait agir rapidement, le plus tôt possible, les difficultés n'étaient pas aussi importantes et les résultats beaucoup plus faciles, enfin, moins difficiles à atteindre. Donc, je rejoins vos préoccupations en disant que ce rôle du Gabon est important et nous allons nous attacher à poursuivre dans cette voie. Le Gabon ne peut pas rester insensible au sort de... un, ses voisins, et même des autres pays, donc, du continent. Et dans la mesure où nous serons bienvenus, nous essayerons toujours d'amener surtout les uns et les autres au dialogue. Il est important de faire en sorte que les parties se parlent, pour éviter les incompréhensions, parce que les incompréhensions peuvent nous mener, des fois, à des conflits très graves. Donc, nous allons maintenir nos efforts au sein de l'Union africaine et des organisations sous-régionales pour poursuivre dans cette voie qui est la seule. C'est la seule voie possible pour le Gabon, comme pour tous les autres pays, pour donner une chance supplémentaire à la paix. Et donc dans ce sens, vous pouvez toujours compter sur la présence du Gabon dans ce contexte-là.

AGNES MARCAILLOU: Excellence, Monsieur le Président. C'est un plaisir et un honneur de vous voir, mais surtout un plaisir, à nouveau. Bienvenue à New York. Je m'appelle Agnès Marcaillou et j'aimerais suivre le chemin que les orateurs précédents ont tracé et surtout vous, Monsieur le Président. Vous venez de parler d'incompréhension et de prévention liée à la résolution de l'incompréhension. J'aimerais apporter un nouvel élément à la prévention qui est la convoitise. Votre sous-région, malheureusement, Monsieur le Président, est une sous-région riche. Vous possédez non seulement une richesse humaine extraordinaire, mais vous possédez des ressources qui, pour certaines d'entre elles, sont uniques au monde. Et nous le savons tous, la richesse attire la convoitise des voisins ou d'éléments non contrôlés chez les voisins. Les trafiquants en tout genre et surtout les trafiquants d'armes se régalaient, Monsieur le Président, comme vous le savez, ils vivent sur la bête en Afrique centrale. Je me demandais si, dans le cadre de vos mesures et de votre réflexion sur la prévention, si finalement, un conseil de gestion multilatérale de ressources, dans des pays non seulement potentiellement à risque, mais je crois que potentiellement est déjà dépassé. Nous connaissons les pays à risque, nous savons que les frontières sont

impossibles à gérer et à surveiller. Elles sont beaucoup trop longues. Vos pays sont immenses. Est-ce que c'est une réflexion que vous avez déjà conduite ou qu'il serait intéressant de poursuivre ? Pourquoi pas, Monsieur le Président ? Merci.

HOGGE: Attendez... I know who you are, but the rest of the room does not. Would you please identify yourself?

MARCAILLOU: Agnès Marcaillou.

HOGGE: Thank you.

BONGO: À vous écouter, devrait-on conclure qu'il est préférable d'être pauvre et de ne pas avoir de richesses ? [LAUGH]. Disons que... il est important et dans le cadre sous-régional, nous avons aujourd'hui beaucoup plus de discussions sur le développement économique et effectivement nous essayons, avec tous nos voisins sous-régionaux, d'avoir... de regarder un peu le futur et dans une certaine mesure, d'harmoniser un petit peu le développement. Ceci n'est pas facile car chaque pays a ses propres intérêts, ses propres stratégies et il faut faire les choses pour ne pas... en évitant donc de marcher, piétiner sur la souveraineté des uns et des autres. Mais la réflexion va dans le sens où, dans certain cas, si un État va pour développer un projet important, ce projet pourrait avoir une dimension sous-régionale et surtout, peut-être, éviter qu'un autre État, ou que deux autres États, fassent le même projet, ce qui réduirait la portée de ce projet, dans le sens où nous essayons maintenant d'organiser des marchés sous-régionaux. Donc, on essaie de réfléchir dans ce sens mais ce n'est pas facile. Nous faisons des progrès intéressants et nous avançons déjà dans l'idée de certains projets sous-régionaux, surtout dans certains secteurs. Ainsi, nous avons une réflexion commune en ce qui concerne la forêt, le bois, et nous essayons comme cela dans d'autres secteurs, que ce soit l'énergie, très important, et comme je l'ai dit, les questions climatiques, nous amènent aussi à réfléchir ensemble, et aussi les questions de sécurité. Nous avons vu beaucoup de progrès depuis que nous faisons cela. Nous avons fait des progrès et nous allons certainement poursuivre dans cette voie-là qui, je crois, ma foi, est la meilleure.

HOGGE: The gentleman behind you raised his hand first, right there? Yes. And then...

KIM BONG-HYUN: Thank you Mr. President. My name is Kim Bong-hyun. I am the DPR of the Republic of Korea's mission. I really... this is my distinct honor for me to ask a question to Your Excellency, President Bongo of Gabon. We have... the Republic of Korea has a very good relation with Gabon for a long time and I clearly, remember that... when I was a young student, your President visited Korea and I took to the street to welcome your

President. I was a very good memory for me and still, I am very happy to see the good relation with the country of Gabon. When the Republic of Korea first made our own car, the name was Bongo... [LAUGH], so it is a very popular car. The name is Bongo because your President visited Korea and it was a very good memory for me as well. [LAUGH] Thank you very much for the preventive diplomacy. This is very important for the safety and security of the world. And also, I very carefully listened to your view on the rule of law for prevention of the conflict. In this regard, I would like to say that the regional organization of Africa, the African Union, should contribute to the stability of the African country, African continent as a whole, and also, the cooperation between the African Union, as the regional organization, and the United Nations, also is very, very important. In this regard, I would like to ask you, Mr. President, what is your vision, when we talk about the rule of law in the African continent? How do you visualize your vision for the rule of law? For example, we need to institutionalize the rule of law. As the regional organization, the African Union, maybe, announcing the kind of covenant among the members of the African Union, that, for example, the military coup d'état cannot be recognized by the African Union as a whole. We have a very similar example in the [PH]Caribbean states that if any country establishes its government by an unconstitutional way, then the whole... the members of the African Union cannot recognize the country... the government. How do you... how is your vision about the rule of law in the African Union? Thank you.

BONGO:

That concern of yours has already been taken into consideration by the African Union. We have moved a long way, you know, from the OAU to the African Union and the African Union position is very clear when it comes to the rule of law. The African Union condemns any coup d'état, condemns, you know, access to power by force. And that is the case already in some countries where the African Union has made strong statements and where we... some states are working with the African Union to try to find solutions. That is the case in Madagascar, for instance, and of course, the problem in Niger, Guinée... so in all these different places, the position of the African Union is very clear. We, you know, governments, have to give our organization, our pan-African organization, you know, more power and more means in order to be able to, not only make power and more means in order to be able to, not only make strong statements, and to be able to intervene somewhat, you know, and the African Union also needs to be supported by other regional organizations and by the United Nations. Meaning that as long as, you know, the African Union will not recognize a so-called government, you know, then nobody else will do it. So it should be that way. But we are pleased to see that the organization is moving towards that and that has already been the case regarding some countries and unfortunately, we are seeing now too many cases, you know, of

coup d'états. We have witnessed that in the past, you know, six months or so, and this is very troublesome. But we support, you know the African Union organization and it is already a principle now that, in Africa, we will not recognize a government, you know, that has come to power by shear force, or by coup d'état, it is already a principle. So we are moving towards the right direction but, you know, you have to admit that those are complicated matters and we need, then, to be very supportive of our organization. And thank you, by the way, for remembering us about the President Bongo's visit to Korea. I was surprised myself because lately, as... the Defense Minister, we made, you know, acquisitions of medical equipment, mobile, you know, medical equipment and I was surprised to see on the car... it was now... Bongo 3. [LAUGH].

HOGUE:

The gentleman in the third row, here

**ANATOLIO
NDONG MBA:**

Salam, Monsieur le Président Ali Bongo Ondimba. Je m'appelle Anatolio Ndong Mba, représentant permanent de la Guinée équatoriale aux Nations Unies et actuellement Président du Groupe africain. Cela n'est pas une question mais tout d'abord, au nom du Groupe africain, vous souhaiter la bienvenue ici, à New York, vous exprimer combien votre présence et vos propos servent d'ingrédients pour nous, pour notre travail et vous exprimer aussi tout l'appui que le Groupe africain qui, d'ailleurs, est très solidaire ici, dans le cadre du groupe régional aux Nations Unies, compte donner à la présidence gabonaise au Conseil de Sécurité. Surtout au cours de cette année où l'Union africaine se consacre beaucoup aux efforts de la paix, comme l'a manifesté Monsieur Ping lors de son dernier voyage ici. Excellence, permettez-vous de vous exprimer à cette occasion, pour renouveler nos félicitations et succès dans vos hautes fonctions et pourquoi pas, nous nous réjouissons beaucoup de ce propos, parce que la prévention, effectivement, c'est le dialogue que votre père, Son Excellence Al Haj Omar Bongo, disparu, a maintenu toujours. On est content que vous-même, Excellence, preniez la même voie. Je vous remercie beaucoup, Excellence.

BONGO:

Je vous remercie et je veux seulement dire que c'est tout à fait normal pour le Gabon de maintenir cette politique et je crois que tous nos... tous les frères africains seraient... m'auraient évidemment pointé du doigt et m'auraient, comment dire, bousculé si je n'avais pas suivi la politique de feu Omar Bongo sur la voie, donc, de la médiation, de la sagesse et de la paix. Je crois que vous ne m'auriez laissé le choix que de suivre cette voie-là.

HOGUE:

And this will have to be the last question. Thank you.

JEAN-FRANCIS

Je vous remercie. Je suis le chargé d'affaires de la mission du

RÉGIS ZINSOU: Bénin.

BONGO: Parlez un peu plus fort.

ZINSOU: ... la mission du Bénin. C'est un honneur pour nous, Monsieur le Président, de vous avoir avec nous et que vous nous informiez... que vous partagiez vos vues sur la prévention des conflits. Quelqu'un avant moi a parlé de convoitise, à parler des ressources et des richesses et je voudrais poursuivre un peu dans ce sens et demander : Dans votre vision de la prévention des conflits, quelle place vous réservez, justement, à [INDISCERNIBLE] des grandes puissances qui manipulent et qui gèrent encore nos ressources et qui, en fait, sont les vrais artisans des conflits chez nous. Ma question est bien cela, Monsieur le Président. Je voudrais savoir. Merci.

BONGO: Je dirais tout simplement que les mécanismes de prévention sont importants et je crois donc l'avoir... nous sommes tous d'accord là-dessus. La convoitise est une chose mais vous pouvez convoiter et que cela reste en silence, ou vous pouvez être actif. Lorsque l'on convoite, c'est que l'on veut quelque chose. Il y a différentes façons de le faire. Nous, on n'a rien contre la convoitise. Mais dans ce cas, on vient officiellement, normalement, on vient voir, dire, bon, vous avez telles richesses dans votre pays et ça m'intéresse. À ce moment-là, il y a des instruments qui sont ceux dans tous les pays, et c'est comme cela que marche le commerce, c'est comme cela que fonctionnent les affaires. On peut dire, bon, bien, voilà, ça m'intéresse, qu'est-ce que je dois faire ? La convoitise dont vous parlez, malheureusement, c'est comme certains voient passer une belle femme, la convoite. Bon, bien, il y a deux façons... ou vous lui faites la cour, c'est elle qui dit oui, ou vous passer par la force et là, c'est le viol... et là vous êtes en train de parler du viol. [LAUGH] Le viol doit être sanctionné. Mais je dirais que dans le cas des États, malheureusement, nous avons une part de responsabilité là-dedans. C'est... quelqu'un peut convoiter mais cela ne veut pas dire qu'il va réussir et malheureusement, dans un certain nombre de cas, c'est nous qui sommes en tort, c'est nous qui ouvrons, pas la porte, mais une fenêtre pour que ceci puisse se faire. La convoitise de certains, malheureusement, rejoint, des fois, des aspirations politiques de certains qui, donc, se disent que, bon, en aidant... en aidant telle puissance à acquérir ce qu'elle veut, moi aussi j'aurais ce que je veux parce que cette puissance-là va m'aider. C'est toute la problématique où j'ai aussi parlé de cela... la surveillance de tout ce qui doit se passer et aussi du mercenariat. Si nous avons choisi de parler au niveau de Conseil de Sécurité du trafic des armes, c'est aussi pour s'adresser à ce problème-là. Car il est important que dans le cadre de la prévention, nous puissions arriver à parler clairement, haut et fort, et que tout le monde suive ce même

cheminement. Souvent, malheureusement, on voit que des personnes qui ont du mal à se nourrir, du mal à nourrir leur famille, du mal à nourrir leur peuple, se dotent d'armes et lorsque l'on connaît le coût de ces armes, la question souvent est... mais comment font-ils pour les acquérir ? Moi, j'ai toujours été surpris parce qu'ancien ministre de la Défense, lorsque j'ai regardé un peu la question de l'acquisition des armes mais que j'ai vu le coût, pour certains... pour certaines de ces armes, pour moi les coûts étaient prohibitifs et pourtant, vous conviendrez avec moi que le Gabon n'est pas sans moyens, et pourtant, je me suis réfréné, vu le coût. Mais, on voit ailleurs des groupes armés qui ont un effectif moderne que certaines forces régulières n'ont pas. Et là, effectivement, est la question, mais comment font-ils ? Et c'est souvent, malheureusement, là où on arrive à [INDISCERNIBLE]. Alors, ou nous voulons tous vivre sur un continent en paix où règne l'état de droit et, à ce moment-là, chacun y met du sien et ce qui est demandé aux Africains, est très important et nous disons qu'il faut que nous-mêmes, les Africains, fassions l'effort, fassions l'effort de créer toutes ces conditions-là. Mais nous disons aussi, il est impératif que nous soyons aidé et que l'on ne peut pas avoir un double langage, de dire qu'il faut que les Africains s'occupent des affaires des Africains et qu'ils mettent de l'ordre dans leur pays, qu'ils mettent... qu'ils respectent la bonne gouvernance, la bonne gestion, la lutte contre la corruption, et d'un autre côté, avoir un autre langage parce que l'on a des convoitises. Bon, donc là, c'est une vraie problématique et je pense que le fait que nous en parlions, que nous en discutons, que nous mettions en place tous ces mécanismes de prévention, nous... tout cela va nous aider à mettre un terme, malheureusement, à cet aspect des choses dont vous avez parlé. C'est une des problématiques importantes mais comme je l'ai dit, nous n'allons tout de même pas regretter d'avoir un certain nombre de ressources. À nous simplement de pouvoir mieux les prendre en charge, les gérer et de faire en sorte de créer un environnement aussi bien politique, c'est-à-dire, état de droit, bonne gouvernance, transparence, tous ces mécanismes mis en place auront des conséquences aussi sur l'environnement des affaires. Il n'est pas possible de venir faire des choses sous la table dans un pays où le système, maintenant, va vers plus de transparence et va vers plus de bonne gestion et va donc... de lutte contre la corruption. Donc, c'est tout ce que nous allons faire de ce côté-là qui va aussi réduire les aspects dont vous venez de parler.

HOGUE:

Mr. President, I owe you an exit from this room two minutes ago, so we will keep the promise. The size of this crowd which, I think, is the largest I have seen in the year and a half that I have worked here, is evidence of the intense interest in your visit. I want to thank you not only for appearing here, but for answering

questions and speaking with such candor, and with such humor. So, once again, welcome and all the best to you.

BONGO:

I would like to thank the Institute for giving me this opportunity to address, you know, all of you, on matters, you know, of importance to my country and sharing with you some of my thoughts, you know. Thank you very much for giving me this opportunity.